

Des agents des services nigériens de sécurité d'Etat (*State Security Service*, SSS) ont arrêté Saratu Angus Ndirpaya et Naomi Mut'ah Nyadar. Leur « crime » ? Avoir co-organisé des manifestations contre l'apparente passivité du gouvernement du président Goodluck Jonathan dans l'affaire des écolières enlevées.

Les deux femmes ont été arrêtées à l'issue d'une longue rencontre nocturne avec l'épouse du chef d'État, Patience Jonathan, dans la villa présidentielle située dans la capitale, Abuja.

Les deux femmes, qui habitent actuellement à Abuja, sont originaires de la ville de Chibok, dans l'Etat de Borno, où 276 élèves de l'École secondaire publique pour filles ont été enlevées le 14 avril, manifestement par des rebelles du groupe armé Boko Haram. Elles ont pris la tête d'un cortège de centaines de femmes afin de protester contre l'inaction apparente du gouvernement nigérian suite à l'enlèvement des jeunes filles à Chibok. Alors que Saratu Angus Ndirpaya a été remise en liberté, Naomi Mut'ah Nyadar se trouve toujours en détention au commissariat de police d'Abuja.

Selon Saratu Angus Ndirpaya, Patience Jonathan a accusé les deux femmes d'être membres de Boko Haram et d'inventer l'histoire de l'enlèvement des filles afin d'embarrasser le gouvernement de son mari. Human Rights Watch a cherché à se renseigner auprès du gouvernement au sujet de cette accusation, mais n'a reçu aucune réponse.

La forte réaction des médias internationaux à l'affaire des filles enlevées, ainsi que des réseaux sociaux comme Twitter par le biais du hashtag #BringBackOurGirls, a apparemment embarrassé le gouvernement, qui accueille cette semaine à Abuja le Forum économique mondial sur l'Afrique. Le gouvernement a répondu à la pression en mettant en place un comité chargé de développer un plan d'action pour obtenir la libération des jeunes filles disparues.

Confronté à la disparition de 276 jeunes filles et aux menaces des insurgés, le gouvernement devrait arrêter les auteurs de véritables crimes, et non deux femmes qui souhaitent simplement que les écolières enlevées puissent rentrer chez elles saines et sauvées.

Source : info-afrique.com